

## Discours



### Contact presse

Département de l'information et de  
la communication

01 40 15 83 31  
service-de-presse@culture.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

[www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)

**Discours de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de l'ouverture du Colloque du cinquantième anniversaire du ministère de la Culture et de la Communication, Culture, politique et politiques culturelles, à l'Opéra comique**

**Paris le 13 octobre 2009**

Mesdames et messieurs les ministres,  
Monsieur l'Ambassadeur, Elie BARNAVI  
Mesdames et messieurs les directeurs,  
Madame la Présidente du Comité d'Histoire, chère Madame de SAINT-PULGENT,

C'est à un jeune ministre – entendez par là, quelqu'un qui n'est ministre que depuis peu de temps, quatre mois à peine – qu'il échoit donc d'avoir le plaisir et l'honneur de célébrer avec vous les cinquante ans du ministère des Affaires culturelles devenu ministère de la Culture et de la Communication.

C'est là peut-être un paradoxe, et pourtant ! Et pourtant, je crois que cette conjonction peut être comprise comme un signe et comme une chance pour notre réflexion commune, tout au long de ces trois journées organisées par le Comité d'Histoire, que je tiens à féliciter et à remercier pour son remarquable travail.

C'est peut-être, en effet, le signe que, pendant ces trois jours dédiés à ces cinquante ans, nous ne ferons pas simplement de « l'histoire ». Que cette célébration ne sera pas une pure commémoration, ni même une simple remémoration, comme on murmure ses tables de multiplication, mais un exercice de mémoire active, un travail de mémoire arrimé à l'élan même de la vie, à l'appel du présent, et à l'anticipation de l'avenir.

Bien sûr, tout anniversaire, personnel ou collectif, doit être l'occasion d'un bilan. Pour ma part, je dois vous le dire sans ambages et sans tarder, je trouve que le bilan du Ministère de la Culture et de la Communication est dans l'ensemble très brillant. Car il me semble que ce ministère relativement jeune a une mémoire qui lui permet d'apprendre de ses expériences et parfois même de ses erreurs.

Peut-être, dans une sorte d'inconscient collectif, est-il resté de la magie de la période de MALRAUX la tentation de croire à une tendance innée de ce ministère à une disproportion entre ses moyens et sa parole et donc la suspicion d'une politique du verbe qui serait une sorte de cache-misère des lacunes de l'action. Mais en réalité, l'évolution lente et profonde du ministère depuis la « petite cabane » dont parlait Pierre MOINOT, l'assemblage un peu hétéroclite de quelques services administratifs au bénéfice d'un flamboyant « ministre d'Etat », me semble être allée sans cesse dans le sens d'un rétrécissement de cet écart. « La crise des ciseaux » n'est plus de mise ici depuis longtemps, et le « doublement » des crédits culturels, obtenu par Jack LANG, dont je salue la présence parmi nous, a été l'une des étapes du comblement de cet écart entre le verbe haut et l'action effective. C'est pourquoi, alors que l'on parle encore parfois d'un ministère « écartelé » entre ses différentes missions, entre la conservation du patrimoine et la stimulation de la création contemporaine, entre et les savoirs et leur transmission, je vous dirai que j'ai trouvé plutôt un ministère « articulé ». Un ministère qui, à l'épreuve, a appris à ne plus traiter le patrimoine de manière purement antiquaire ni la création de manière symptomatiquement et parfois superficiellement avant-gardiste.

En cela, le ministère s'est adapté, comme nous nous sommes tous adaptés, à un monde plus fluide, plus ouvert, qui fait de l'idée d'articulation – idée qui n'exclut pas la hiérarchie, mais qui ne l'impose pas non plus –, peut-être l'une des valeurs les plus dynamiques de notre vivre-ensemble.

J'aperçois cette évolution dans la place sans cesse croissante des collectivités locales dans les politiques culturelles et dans leur interaction toujours plus fine et toujours plus souple avec l'action de l'Etat centralisé. Sans doute une idée de l'évolution, c'est-à-dire de souplesse, s'est-elle peu à peu substituée à ce que le mythe révolutionnaire pouvait avoir d'une brutale mise en demeure. Sans doute, l'administration française a-t-elle réussi sa mue girondine et préfère-t-elle désormais la continuité à la table rase et l'articulation à la confrontation. J'ai profité de l'été des festivals pour constater de moi-même, un peu partout en France, l'incroyable richesse de l'offre culturelle dans notre pays, de Lussas à La Rochelle, en passant par Saintes ou Avignon. Le chemin parcouru en cinquante ans est immense : il n'est pas de ville qui n'ait désormais ses théâtres, ses musées, sa ou ses médiathèques, ses équipes artistiques qui travaillent et qui créent. La réussite de l'aménagement culturel du territoire est l'une des plus incontestables du Ministère de la Culture et de la Communication, je pense au réseau des 70 scènes nationales, aux 34 centres dramatiques nationaux, aux nombreux festivals et au renouveau des musées, sous l'impulsion de la Direction des Musées de France ainsi, bien entendu, qu'au très dense maillage de notre territoire par des médiathèques, de plus en plus fréquentées par nos concitoyens.

La montée en puissance des acteurs locaux explique largement – bien plus, dans le fond, que la Révision Générale des Politiques Publiques, cette « RGPP » que l'on brandit comme la menace d'un Père Fouettard administratif –, que nous ayons redéfini le périmètre de notre ministère. Là encore, il ne faut pas se laisser impressionner par les effets d'onomastique : l'apparente disparition de certaines disciplines de l'organigramme ne signifie pas, bien évidemment, l'évanouissement ni des missions ni des agents qui les conduisent. Un peu comme PASCAL qui disait : « J'aurais fait plus court si j'avais eu plus de temps », le ministère, au moment de ses cinquante ans, s'est rendu compte qu'il pouvait faire bien mieux en faisant moins pléthorique, moins tentaculaire. Qu'il pouvait ainsi substituer une logique d'efficacité – et d'articulation – aux effets d'affichage de l'accumulation. Je n'entrerai pas ici dans les détails de cette réforme, dont je sais ce qu'elle doit à ma prédécesseure, Madame ALBANEL, que je salue, mais je suis convaincu qu'elle marquera l'histoire de notre ministère pour toutes ces raisons de fond, mais aussi parce qu'elle permet l'interaction, désormais légitime, de la culture et de la communication. La communication se trouve désormais, vous le savez, directement gérée dans notre maison.

A cette articulation dans les régions répond une ouverture européenne, dont le programme impressionnant de ce colloque est d'ailleurs la marque : vos interventions vont nous être très précieuses pour mesurer non seulement comment ce modèle apparemment « français, trop français », a pu essaimer en Europe et jusque dans les plus lointains confins de la carte idéologique, jusqu'en Angleterre ! Comment ce ministère, créé sur mesure pour « l'ami génial » du général De Gaulle, qui semble l'incarnation même d'une Ve République, aboutissement d'une histoire réconciliée et « mère des arts, des armes et des lois », a pu, contre toute attente, être imité ailleurs. Vos communications exploreront aussi, sans doute, les articulations nécessaires de notre politique culturelle nationale avec celles de l'Union européenne, et celles des 27 avec ces pays dont nous nous rapprochons dans l'Union pour la Méditerranée lancée par le Président de la République et dont j'ai fait aussi l'une de mes priorités.

Le ministère, dans sa configuration actuelle, porte, plus que jamais, l'exigence d'articuler deux de ses grandes missions, le Patrimoine et la Création. Il serait absurde que la distinction des missions soit confondue avec une quelconque opposition entre leurs deux exigences. Je ne veux pas dire que leurs relations soient nécessairement iréniques, mais il me paraît évident qu'une partie peut-être surprenante de la création d'aujourd'hui sera le patrimoine de demain, et que le patrimoine d'hier nourrit, fût-ce pour s'y opposer, la création d'aujourd'hui. Il est vrai qu'à la suite de la chute des « grands récits » idéologiques, l'opposition frontale, révolutionnaire en art même, a sans doute perdu du terrain et que nous sommes chaque jour davantage dans une stratégie plus nuancée de reprise, de réécriture, hommage qui n'exclut ni le dépassement ni, bien sûr, l'ironie. C'est toute la stratégie du « palimpseste », pour reprendre le terme célèbre de Gérard GENETTE, c'est-à-dire de ce texte que l'on réécrit sans cesse et qui sans cesse se transforme, et qui n'est « à chaque fois ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre ». Je pense qu'Antoine COMPAGNON, l'auteur de *La Seconde Main*, ne me contredira pas sur ce point... Nous constatons sans doute ce que les grandes ruptures devaient à l'atmosphère particulière du XXe siècle perceptible jusque dans ses dérives totalitaires.

L'autre grande mission du ministère, la « transmission des savoirs », est, en elle-même, une mission d'articulation et c'est pourquoi j'en ai fait l'une des priorités de mon action. Elle repose sur de nombreuses politiques, mais la plus éloquente d'entre elles est bien sûr aujourd'hui la mise en place tant attendue d'une éducation artistique et culturelle à l'école. Je suis ce dossier avec la plus grande attention, en parfaite entente et cohérence avec mon collègue Luc CHATEL, car je sais que cette réforme peut être un véritable « levier d'Archimède » de notre dynamisme culturel. Année après année, cet enseignement doit gagner en légitimité et en considération dans les examens nationaux. D'ores et déjà, il existe des données iconographiques extrêmement riches à disposition des enseignants sur Internet.

Je suis abasourdi par la guerre à outrance et d'arrière-garde qui est faite parfois à Internet, comme si ce média était une sorte de peste technologique qu'il fallait conjurer avec des formules et des exorcismes. Je sais bien que ce médium relativement nouveau comporte des embûches et des risques.

Mais précisément, le rôle de l'Etat est de permettre l'articulation la plus sûre, et son arme pour y réussir, c'est, tout simplement, la régulation. Son rôle au fond très classique et très républicain, au sens originel du terme, c'est de définir des règles à la fluidité, d'offrir, par la loi, un cadre protecteur aux usagers, aux citoyens et aux créateurs, et non pas de casser la machine sous prétexte qu'elle produit des effets indésirables. C'est bien sûr pour cela que nous avons fait la loi dite HADOPI, et que j'ai confié récemment à MM. ZELNIK, TOUBON et CERRUTI une mission « Création et Internet » destinée à développer l'offre légale : afin que l'Etat soit là pour réguler et pour articuler, c'est-à-dire ni purement pour s'opposer, ni simplement pour laisser-faire. Cette sagesse du « ni-ni » est sans doute chez moi un peu innée... Je crois qu'il s'agit d'ailleurs d'un « et-et » qui correspond parfaitement au modèle français d'une République « libérale », au sens noble du terme. Et qui est conforme au modèle du Ministère de la Culture depuis l'origine.

L'articulation est donc assurée avec la vie économique, par exemple dans le mécénat, mais une vie économique régulée. La culture est, d'ailleurs, l'un des domaines qui résiste le mieux à la crise.

De même dans « l'affaire Google », nous devons articuler l'ambition patrimoniale et le défi technologique, et le faire au niveau européen, en donnant une nouvelle impulsion à la bibliothèque numérique européenne, Europeana. Je veux que la constitution d'une porte d'entrée unique de notre patrimoine sur Internet soit une priorité pour l'Etat.

Or, toutes ces articulations ont une visée précise que je trouve idéalement résumée dans une maxime très fine d'un grand ancien trop oublié, Michel GUY, qui souhaitait « Non une culture pour tous, mais une culture pour chacun ». « Pour chacun » et non « pour tous », la différence est de taille. « Pour chacun » en particulier : car la culture, je le dis souvent, est du domaine de l'intime.

« Pour chacun » : car la culture, même lorsqu'elle est diffusée, est une chose trop délicate pour être « une et indivisible », elle est toujours reçue d'une manière différente, transformée, même imperceptiblement, aussitôt qu'elle est accueillie... De même que l'idée d'une culture de la rupture appartenait à l'utopie du siècle des idéologies, le rêve d'une « culture unique » pour tous, comme on parle de « pensée unique », même s'il s'agit d'une « culture cultivée » appartient, il me semble, au passé nationaliste de l'Europe, à ce désir de fusion qui est à l'opposé de notre idéal d'articulation. Je pense à ce sujet, à une phrase très amusante et très profonde d'Anatole FRANCE, fondateur d'une République apaisée contre le modèle de la vertu robespierriste : « Quand on veut rendre les hommes bons et sages, libres, modérés, généreux, on est amené fatalement à vouloir les tuer tous »...

En effet, je dis aussi « la culture pour chacun » parce que le « tous », c'est trop souvent la collectivité indistincte, toujours susceptible d'emballements aveugles, de réflexes de foule, et que « chacun », c'est la chance offerte à la nuance, à la menue différence, à l'infime dissension qui, sans menacer la cohérence du corps social, bloque les embrigadements obligés.

« La culture pour chacun », parce que le « multiculturel » n'est pas non plus un idéal d'Etat, qui viendrait de haut en bas s'imposer à un peuple jugé trop national. Non, aucun « Etat multiculturel » ne succède aujourd'hui à « l'Etat culturel » que fustigeait jadis un célèbre académicien (FUMAROLI) : mais le dialogue des cultures se fait aussi aujourd'hui, dans le « musée imaginaire » personnel et accueillant de « chacun ». Dans un « quant à soi » qui est aussi l'un des lieux de l'exigence. Le « métissage » dont on parle beaucoup, n'est pas une union massive de deux cultures, mais il se passe à de nombreux niveaux, et notamment au niveau des individus, au niveau de « chacun ». C'est là qu'est le point de passage de bien des métissages.

Et le rôle du ministère n'est autre que de permettre l'accès de « chacun » à tout ce qui pourra constituer son « musée imaginaire ».

Le « choc esthétique » sur lequel MALRAUX a fondé toute sa politique peut exister, mais il ne constitue pas le mode d'accès à l'art le plus répandu. Créer le désir d'art et de culture représente un travail beaucoup plus long, qui exige que les collectivités publiques puissent créer des

opportunités, accompagner chacun pour prendre le chemin qui sera le sien pour s'approprier les œuvres, s'ouvrir à la pensée des artistes et aux beautés et richesses des patrimoines.

Notre rôle, dans cette société mondialisée, c'est, là encore, celui d'une régulation. Que les métissages ne se traduisent pas par des effacements, mais bien par des enrichissements réciproques. Et pour cela, il est nécessaire de conserver et de valoriser l'élément nodal d'une « culture cultivée » qui ne soit pas pour autant une sorte de fixation tautologique, un peu comme celle que raillait Roland BARTHES dans *Mythologies* à propos de « la France aux Français », qu'il assimilait à une version politique du proverbe « un sou est un sou ». Surtout ne tombons pas dans la tautologie passéiste (« le patrimoine est le patrimoine ») et la déploration, alors que nous savons très bien, avec MONTAIGNE, que tout est mouvant, même le patrimoine et que, pour ainsi dire, « le patrimoine n'est pas le patrimoine »...

Il faut dire de la « culture cultivée » ce que Jules ROMAINS, je crois, disait de l'homme : « l'homme n'est pas cultivé, il se cultive ». Et depuis le romantisme, la « culture », pour ainsi dire, se cultive en s'ouvrant aux mythes populaires, aux autres cultures : le XXe siècle a poursuivi ce mouvement avec l'essor du jazz, né des musiques de peuples méprisés, avec le travail de BARTOK ou de PICASSO. Aujourd'hui, faire de cette création d'hier un patrimoine figé serait évidemment une erreur redoutable qui nous entraînerait, insensiblement, à ne plus perdre le sens de la création qui nous est contemporaine et à boudier notre époque.

Alors bien sûr, ma vision n'est pas idyllique, et je ne voudrais surtout pas ouvrir donner l'impression ce colloque par des conclusions, mais, comme vous le ferez sans doute, par des questions :

Comment lutter contre les inégalités d'accès à l'art et à la culture, dans un contexte de crise économique qui parfois se double d'une crise sociale, notamment dans certaines zones urbaines ?

Comment penser la transmission et la mettre en œuvre avec toute l'efficacité possible, en tenant compte de ces évolutions ? Comment donner des repères solides sur l'histoire des arts, dans un monde dominé par les écrans où fourmille une offre de contenus mal organisée ? Où le pouvoir sidérant des images étend son empire d'une manière qui peut nous sembler parfois incontrôlable ?

Comment faire rayonner notre culture, notre héritage, la vivacité de notre création dans ce contexte mondialisé où dominant les industries culturelles et les réseaux, pilotés par des grands groupes multinationaux ? J'ai déjà donné quelques éléments de départ dans cette idée d'une « articulation » des exigences en faveur d'une culture pour « chacun », je pense que chacun d'entre vous, justement, apportera son éclairage particulier sur ces questions tout au long de ces trois journées qui promettent d'être très stimulantes.

Je lirai avec un grand intérêt vos contributions à ce débat crucial, car je crois que les institutions doivent être capables d'intégrer les réflexions sur leur histoire et leur mémoire pour rendre leur action plus consciente et plus efficace.

Jacques DUHAMEL disait que : « La culture, c'est ce qui doit faire qu'une journée de travail devienne une journée de vie ». Je suis persuadé que vos travaux répondront parfaitement à cette exigence.